

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 22/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SIRAC**

9 rue Francis de Pressensé  
14460 Colombelles

Références : 2026-264  
Code AIOT : 0005302882

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement SIRAC implanté 9 rue Francis de Pressensé 14460 Colombelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIRAC
- 9 rue Francis de Pressensé 14460 Colombelles
- Code AIOT : 0005302882
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité d'incinération située à Colombelles est exploitée par la société SIRAC (groupe SUEZ),

délégataire de service public pour le SYVEDAC jusqu'en 2030. L'installation est autorisée à traiter 125 000 t de déchets par an dont 10 % de déchets d'activités de soin à risque infectieux (DASRI) par arrêté préfectoral du 2 mai 2012.

L'usine est ouverte 24h/24, 365 j/an, et comporte deux lignes d'incinération d'une capacité maximale de 8 t/h chacune. Elle alimente notamment un réseau de chauffage urbain et des serres maraîchères et produit également de l'électricité.

L'objectif de cette visite était de faire le point sur le fonctionnement de l'installation et en particulier d'aborder le sujet des explosions ayant lieu à répétition au sein des deux fours en raison de la présence de bouteilles de protoxyde d'azote.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Incident          | Code de l'environnement du 11/08/2025, article article R512-69 | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Conditions de combustion                 | Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 17.2         | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | Sans objet        |
| 3  | Traitement des eaux de lavage des fumées | Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 25.1         | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 4  | Analyse des PFAS                         | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1            | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Sans objet        |
| 5  | Respect des VLE, rejets atmosphériques   | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit absolument évaluer l'impact de tous les scénarios d'explosion au sein du four sur le fonctionnement des équipements de sécurité (capteurs, etc.), anticiper et s'organiser de manière à ce qu'aucun phénomène dangereux ne puisse conduire à l'atteinte des personnes ou de l'environnement. Il doit également considérer l'impact de ces événements sur le vieillissement

général des installations (structure du four, etc.).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Incident

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article article R512-69                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déclaration                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.[...] La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b> <p>Deux explosions ont eu lieu au sein du four, a priori en lien avec l'explosion de bouteilles de protoxydes d'azote. La première le 15 février 2026 et la seconde le 19 février 2026. Ces événements ont été rapportés rapidement à l'UBDCM par l'exploitant et les télédéclarations d'incident ont été saisies.</p> <p>L'exploitant a fait état des déroulés suivants :</p> <p><i>"•<u>Dimanche 15/02</u>, vers 7h, la rive droite du four 1, (côté "entre les fours") a cédé suite à une explosion, provoquant la sortie de flammes du four. Une intervention de réparation de "fortune" a été menée depuis l'extérieur en arrêt de sécurité du four.</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li><i>• <u>Mardi 17/02</u> : intervention de 2 sous-traitants (chaudronnerie+fumisterie) pour renforcement et garnissage de la rives par gunitage de béton.</i></li><li><i>• <u>Jeudi 19/02</u> vers 12h, seconde explosion sur le four 1 provoquant la désolidarisation cette fois-ci de la rive gauche et laissant entrevoir un trou dans le four.</i></li><li><i>• Réparation immédiate provisoire effectuée pour redémarrage à l'instar de l'incident du 15/02.</i></li><li><i>• <u>Mardi 24/02</u> : intervention de 2 sous-traitants (chaudronnerie+fumisterie) pour renforcement et garnissage de la rive par gunitage de béton"</i></li></ul> <p>L'arrêt technique prévu plus tard a été avancé à la mi-mars afin d'effectuer des réparations et des renforcements sur certaines zones. En effet, en plus des matériaux réfractaires, les gradins et les grilles avaient également été endommagés.</p> <p>L'exploitant a d'ores et déjà adapté ses modalités d'exploitation afin de limiter le risque d'atteinte sur les personnes de ce type d'événement en :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- déclenchant des arrêts sécurité préventifs en amont des interventions à proximité du four,</li><li>- réduisant des interventions de contrôle du chef de quart à l'arrière du four,</li><li>- supprimant certains secteurs sensibles du circuit de visite du site (circuit ouvert aux personnes</li></ul> |

extérieures).

Il faut noter que les explosions sont courantes et ne conduisent, dans la plupart des cas, pas à des impacts hors du four. L'exploitant a développé une méthode pour référencer les explosions et comptabilise 285 explosions en 2024 et 388 explosions en 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les rapports d'analyse des causes sont attendus dans les meilleurs délais et au plus tard sous 1 mois.

Ces deux incidents ont mis en évidence que la conception des fours ne leur permet pas de supporter certaines explosions qui se produisent et que cela génère des risques non acceptables à ce jour (immédiat mais également de long terme).

L'exploitant et le Syvedac ont indiqué travailler à la réduction de la présence de ce type de bouteille au sein des déchets ménagers collectés mais ne sont pas en mesure de garantir des résultats significatifs rapidement. Ces bouteilles n'étant pas détectables facilement, il s'agit de faire de la prévention afin d'indiquer que ces bouteilles sont à déposer directement en déchetterie (le sujet du protoxyde d'azote concerne également un volet sanitaire pour lequel le Syvedac n'est toutefois pas compétent).

Il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer que le fonctionnement de ses installations n'est pas de nature à générer des phénomènes dangereux non prévus au moment de l'autorisation des installations. Il ressort que la localisation hasardeuse de certaines explosions à certains endroits du four peut générer des phénomènes dangereux dont les conséquences peuvent être importantes (sécurité des personnes, risque d'effet domino, usure progressive de la structure etc.). **Il est donc urgent que l'exploitant procède à une analyse sérieuse de ces incidents et mette en place des mesures permettant d'assurer qu'il contrôle les risques générés par son installation.**

Dans un premier temps, l'exploitant doit interdire le passage de personne à proximité des zones potentiellement sensibles aux explosions (comprendre les zones qui pourraient être soufflées ou générer des flux thermiques en dehors du four, ces zones ne sont, à notre connaissance, pas définies de manière exhaustive) en période de fonctionnement du four et éloigner le matériel éventuellement stocké à proximité. Pour les zones sensibles ayant bénéficié de travaux de renforcement, l'exploitant devra justifier de l'efficacité et de la résistance des matériaux mis en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Conditions de combustion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 17.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, suivi des températures

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 07/10/2025

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée en un point représentatif de la chambre de combustion. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée et enregistrée en continu.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Durant ces événements, les conditions d'incinération ne sont pas opérées dans des conditions nominales: arrêt temporaire du four, altération de la fonte formant les rives bordant le four, altération de certains gradins sur lesquels reposent les déchets en fond de four, etc..</p> <p>Il a pu être vérifié que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les sondes sont restées fonctionnelles et les résultats mettent en évidence que la prescription concernant la durée minimum de 2 secondes à 850 °C a été respectée,</li> <li>- ces incidents n'ont pas eu d'effet significatif sur la dégradation des performances des traitements des rejets atmosphériques (dispositifs de traitement restés fonctionnels au moment des arrêts de sécurité),</li> <li>- certains macro déchets plastiques imbrulés ont pu tomber à travers la grille de fond de four et se retrouver parmi les cendres. D'après les analyses fournies par l'exploitant, ces cendres (ou mâchefers) présentent néanmoins des caractéristiques chimiques globalement conformes et les macro déchets ont pu être triés par la suite au moment de leur transit sur la plateforme de SMC située à Blainville.</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

### N° 3 : Traitement des eaux de lavage des fumées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 25.1</p>                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien des équipements</p>                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement des effluents liquides doivent être correctement entretenues et périodiquement vérifiées, de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilités pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mené un diagnostic par un prestataire externe concernant l'analyse du vieillissement de son installation de traitement des eaux de lavage des fumées et effectué plusieurs travaux de mise à niveau.</p>                                                             |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                             |

### N° 4 : Analyse des PFAS

|                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets air et eau                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/06/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2026</li> </ul>     |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Cet arrêté s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Les résultats d'analyses des PFAS au sein des eaux de lavage des fumées n'ont pas montré de concentrations inquiétantes.</p>                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>A l'instar de ce qui a été demandé concernant les analyses effectuées au sein des rejets air, l'exploitant doit vérifier que les données sont correctement déclarées sur GIDAF.</p>                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 5 : Respect des VLE, rejets atmosphériques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des concentrations en mercure                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/06/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/11/2025</li> </ul> |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.</p>                                                                                                    |
| <b>Constats :</b> <p>Les résultats présentés dans le rapport annuel mettent en évidence que la limite des flux</p>                                                                                                                                                                                                                                         |

journaliers émis est respectée mais que 5 dépassements en concentrations sont néanmoins observés pour chaque ligne concernant les seuils semi-horaires.

Les prélèvements semi-horaires ne mettent pas en évidence de dépassement hormis pour le suivi des dioxynes like PCB pour lesquels trois dépassements ont été observés sur la ligne 1.

L'exploitant s'est engagé à réaliser prochainement les changements de cassettes catalyseurs des deux lignes et ne fournit pas d'explication concernant ces dépassements.

L'exploitant présente enfin les résultats de la surveillance environnementale (air, retombées et bio-accumulation) et précise qu'ils ne conduisent pas à des conclusions inquiétantes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit continuer de porter une attention forte au suivi environnemental en cours et prendre des mesures pour supprimer les dépassements ponctuels survenus en 2025. Ces mesures devront être décrites dans le rapport annuel portant sur l'année 2026. Il est attendu une analyse détaillée du lien entre dépassements observés et modalités d'exploitation.

**Type de suites proposées :** Sans suite